



Plusieurs centaines de versions linguistiques se développent (285 en 2013), dans des langues qui n'avaient jamais connu d'encyclopédie auparavant, telles que le wolof ou des langues indiennes parlées par plusieurs dizaines de millions de personnes.

Le modèle étonne et est parfois remis en cause : des erreurs grossières sont relevées par des journalistes et des polémiques naissent sur la fiabilité de *Wikipédia*. Surtout, *Wikipédia* place son lecteur dans une situation nouvelle. Il ne lui est plus demandé de croire ce qui est écrit en partant du principe qu'un spécialiste a peu de chance de faire des erreurs, mais il lui est fourni un texte, de qualité variable, en transformation perpétuelle. Au lecteur d'adapter sa lecture à ce qu'il trouve et de faire preuve d'esprit critique. Autre différence : *Wikipédia* met en valeur la « neutralité de point de vue ». Ses contributeurs ne prennent pas parti sur des polémiques ou des débats ; ils se contentent de rapporter (sources à l'appui) les différents points de vue jugés pertinents par la communauté des spécialistes.

En 2009, face au succès public de *Wikipédia*, Microsoft ferme *Encarta*, et les édi-

numérique aura servi de catalyseur pour réinventer un modèle et se tourner vers les besoins des lecteurs.

La définition même des publications évolue. Une encyclopédie traitait autrefois du savoir légitime, à dominante littéraire et historique. Les possibilités offertes par le numérique – telle l'absence de contrainte de place – a ouvert l'encyclopédie à une autre catégorie de savoir, technique, scientifique ou populaire. Certains y retrouvent l'esprit de l'*Encyclopédie* de Diderot et d'Alembert, dont les auteurs allaient jusque dans les ateliers des artisans. D'autres, tenants de la tradition, se désolent de voir s'effacer le caractère légitimant de l'encyclopédie – et donc son rôle de guide et de juge.

Quoi qu'il en soit, les canons sont délaissés et le relativisme gagne du terrain : tout est bon à savoir, pensent de plus en plus de lecteurs, et ce n'est pas à une entreprise privée – fit-elle travailler des experts – de nous expliquer ce qui doit être su et ce qui est sans intérêt. Les dictionnaires subissent la même évolution. Si *Larousse* et le *Robert* continuent à décider quels mots peuvent être utilisés, le *Wiktionnaire*, cousin de *Wikipédia*, référence tous les mots, du moment qu'ils sont attestés dans des publications d'auteurs. La légitimité d'une instance chargée de faire le tri dans l'usage des mots s'affaiblit.

Le paysage évolue à une rapidité telle qu'il est difficile d'anticiper les dix prochaines années. L'accès mobile vient encore rebattre les cartes, et les modèles éditoriaux et économiques sont mal assurés. *Wikipédia* est de plus en plus au centre d'Internet par les données sémantiques qu'elle propose... mais peut s'effondrer en quelques années si les contributeurs se désintéressent de la rédaction et de la maintenance du projet. L'avenir dépendra des relations entre les industries d'Internet, les lecteurs – dont les pratiques évoluent sans cesse – et les éditeurs des outils de diffusion du savoir. Si *Wikipédia* révèle que le lecteur est encore à la recherche d'une connaissance organisée et centralisée, le développement du Web sémantique – un mouvement qui vise à faire émerger de nouvelles connaissances de celles déjà présentes sur Internet – et son utilisation dans les moteurs de recherche pourraient faire disparaître la notion d'encyclopédie ou de dictionnaire en tant qu'œuvre en soi. Autant dire que des surprises peuvent vite arriver. ■

diffusé sur CD-ROM, puis sur Internet. Ce nouvel acteur, qui distribue son encyclopédie selon des canaux nouveaux, est un concurrent redoutable pour les encyclopédies traditionnelles : le chiffre d'affaires de *Britannica* est divisé par deux entre 1990 et 1996.

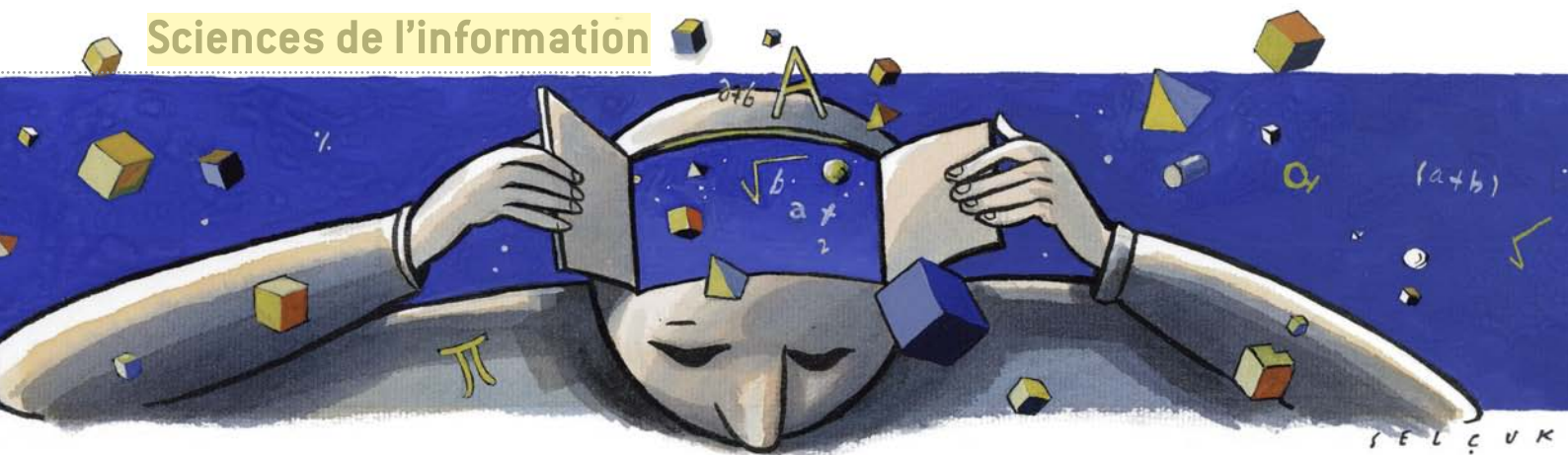
Créée en 2001, l'encyclopédie en ligne *Wikipédia* prend vite une place prééminente sur le marché. Le changement est radical, car son modèle se fonde sur des habitudes venues d'Internet et non de l'édition. L'idée est de bâtir une encyclopédie de façon collaborative selon les méthodes du logiciel libre : chacun peut apporter sa pierre à l'édifice selon des règles mises au point par la communauté. Il n'y a pas de rédacteur en chef, tous les contributeurs sont à égalité et résolvent les éventuels conflits par la discussion et la recherche de consensus.

La croissance de *Wikipédia* est exponentielle. Dès 2005, la version anglophone propose 500 000 articles – le double l'année suivante. La version francophone, elle, atteint le demi-million d'articles en 2007...

LE WEB SÉMANTIQUE POURRAIT faire disparaître la notion d'encyclopédie ou de dictionnaire en tant qu'œuvre en soi.

teurs s'adaptent au lectorat numérique. *Britannica* met un terme à la publication sur papier en mars 2012, *Universalis* en 2013. Ils mettent l'accent sur le fait que les articles sont écrits par des spécialistes, ce qui est censé être un gage de qualité. Surtout, ils cherchent de nouveaux modèles économiques compatibles avec l'existence de *Wikipédia* : un abonnement à *Universalis* ne vaut que 50 euros par an (contre 5 000 euros sur papier, 3 000 pour la dernière édition).

Chez *Britannica*, afin de souffrir la comparaison avec la capacité de *Wikipédia* à être à jour en temps réel, les articles sont repris et rédigés par des employés (non experts). Surtout, la vente de l'encyclopédie ne représente plus que 15 pour cent du chiffre d'affaires de la société, le reste étant constitué de services liés à la formation en ligne et au marché de l'éducation. Définitaire dans les années 1990, *Britannica* fait des bénéfices depuis 2003. Le passage au



La science accessible à tous

Christine Berthaud et Agnès Magron

Bien que certaines revues scientifiques demeurent payantes, de plus en plus d'articles de recherche sont en accès libre sur Internet. Les enjeux de ce mouvement sont tant scientifiques qu'économiques.

Connaissiez-vous Jack Andraka ? Cet Américain de 15 ans a mis au point un test de dépistage du cancer du pancréas simple et peu coûteux. Après la mort d'un proche atteint de cette maladie, l'adolescent a inventé tout seul sa méthode révolutionnaire en faisant des recherches sur Internet et en lisant des études médicales libres d'accès. La performance est surprenante. Toutefois, certains ne s'étonneront pas, à l'heure du tout gratuit sur le Web, qu'un internaute ait pu compiler gratuitement de la littérature savante. Or cette situation a été obtenue de haute lutte : elle est le fruit d'un mouvement international – le libre accès – né au sein d'une communauté scientifique déterminée à se réappropriar la diffusion des résultats qu'elle produit.

L'édition scientifique représente un marché lucratif, notamment celui des sciences dites exactes (chimie, médecine, biologie, physique), évalué à 17,3 milliards d'euros en 2011. Publier est un enjeu majeur pour les chercheurs : c'est par ce moyen qu'ils font connaître leurs travaux, sont reconnus par les collègues de leur discipline, progressent dans leur carrière, obtiennent des

financements. Ils ne perçoivent en général pas de droits d'auteur pour leurs publications. Ce sont aussi les chercheurs qui expertisent les textes soumis aux éditeurs : ce processus d'évaluation, nommé revue par les pairs, est indissociable de la publication scientifique. Il permet de valider les résultats présentés dans le texte, en particulier d'un point de vue méthodologique. Ce travail de relecture n'est pas rétribué par les éditeurs : être considéré comme « expert » constitue en quelque sorte une rémunération symbolique. Le support de diffusion le plus utilisé est la revue, même si, en sciences humaines et sociales, les livres restent importants.

L'édition scientifique : un marché contrôlé

La plupart des lecteurs sont des chercheurs, mais ce sont en majorité (68 à 75 pour cent) les bibliothèques universitaires ou de recherche qui acquièrent les ouvrages et financent les abonnements aux revues. Les prix sont si prohibitifs (en moyenne 4450 dollars l'abonnement annuel à une revue en chimie ou 2322 dollars en astronomie) que seuls des

budgets institutionnels peuvent les supporter. Et les prix ne cessent d'augmenter, surtout depuis l'arrivée du numérique.

Les éditeurs ont justifié un temps ces augmentations par les investissements qu'ils devaient faire pour s'adapter et numériser des archives (qu'ils revendent après d'ailleurs). Ils ont surtout affaire à une clientèle captive : une bibliothèque se doit de proposer à ses usagers les revues incontournables de leurs disciplines. Le numérique a renforcé cette dimension : les revues sont proposées dans des bouquets composés par des éditeurs, et les bibliothèques doivent négocier des licences d'accès pour leurs utilisateurs.

Qui vend ? Le marché de l'édition scientifique est dominé par des entreprises privées, certaines cotées en Bourse. Quatre grandes sociétés contrôlent le marché : *Reed-Elsevier* (qui affiche un portefeuille de 2000 titres de revues), *Springer-Verlag*, *Blackwell-Riley* et *Thompson Reuters*. Cette situation de monopole cristallise les critiques de la communauté scientifique : elle y voit un détournement par des opérateurs privés de fonds publics finançant la recherche aussi bien en amont (salaires des chercheurs) qu'en aval